

est, de ce fait, énormément plus fort. La guerre civile, parce qu'elle est une expression directe de la lutte des classes, se résoudra à l'avantage du prolétariat qui, bien que militairement de beaucoup inférieur, peut se prévaloir — en face de l'ennemi — de la position qu'il détient dans le mécanisme productif et, de ce fait, dans le domaine politique. Les mauvais panégyristes de Trotsky nous présentent ce dernier comme le créateur d'une armée rouge pouvant rivaliser avec les armées bourgeoises quant à la solidité de son organisation, à l'esprit de discipline, à l'efficacité de ses cadres. Mais, à part l'erreur historique de l'attribution des victoires prolétariennes au fait de la création de l'armée rouge, celle-ci apparaissant seulement vers la fin de la guerre civile, le grand mérite de Trotsky consiste justement dans le fait qu'aucun des caractères essentiels des armées bourgeoises ne se retrouvait dans l'organisation militaire soviétique s'incorporant non seulement avec les masses ouvrières, mais aussi avec les objectifs de classe de ces dernières.

Les démêlés, en Ukraine, avec Machno, ainsi que, d'ailleurs, le soulèvement de Cronstadt, s'ils se concluent par la victoire bolchévique, sont loin de représenter les moments les meilleurs de la politique soviétique. En effet, dans les deux cas, nous assistons à la première manifestation de cette superposition de l'armée sur les masses, à la présentation d'un de ces caractères de l'Etat « parasitaire » dont Marx parle dans la « Guerre Civile en France ». Le procédé suivant lequel il suffit de déterminer les objectifs politiques d'un groupe adverse pour justifier ensuite la politique que l'on applique (tu es anarchiste donc je t'écrase au nom du communisme), n'est valable que dans la mesure où le parti parvient à comprendre les raisons de ces mouvements pouvant être orientés vers des solutions contre-révolutionnaires par la manœuvre que ne manquera de faire l'ennemi. Une fois établi le motif d'ordre social qui met en branle des couches d'ouvriers ou de paysans, il faudra donner une réponse à ce problème dans un sens qui permette au prolétariat de pénétrer encore plus profondément l'organisme étatique. Les premières victoires frontales obtenues par les bolchéviks (Machno et Cronstadt) à l'égard de groupes agis-

sant au sein du prolétariat, furent réalisées aux dépens de l'essence prolétarienne de l'organisation étatique. Assaillis de mille dangers, les bolchéviks ont cru qu'il fallait procéder à l'écrasement de ces mouvements et considérer que le prolétariat pouvait alors enregistrer des victoires **parce que** la direction des mouvements appartenait aux anarchistes ou bien parce que la bourgeoisie guettait l'occasion pour se représenter à nouveau dans sa lutte contre l'Etat prolétarien. Nous ne voulons pas dire ici que l'attitude bolchévique aurait dû être obligatoirement opposée à celle qui fut appliquée, les éléments de fait nous manquant à ce sujet, mais nous voulons seulement marquer la **tendance** qui s'y affirme et qui devait plus tard se déclarer ouvertement par la dissociation des masses et de l'Etat devenant un organisme subissant de plus en plus des lois qui devaient l'éloigner de la fonction révolutionnaire de l'Etat prolétarien. Cette tendance, ainsi que nous l'avons indiqué, est bien contraire à celle qui imprima toute l'activité de l'Etat Soviétique entre 1918 et 1920 lorsque la formule du Manifeste « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » se réalisait dans les événements où l'initiative des masses était le véritable levier de toute l'activité soviétique.

Dans le domaine économique, pour marquer le reflet des événements qui finirent par emporter les bolchéviks eux-mêmes, il est caractéristique de constater qu'en 1918, dans le chapitre sur le capitalisme d'Etat contenu dans la brochure sur « L'Extrémisme, maladie infantile du Communisme », la direction que Lénine voulait donner au cours économique est bien l'opposée de celle qui se manifesta dans la réalité. Lénine y concevait une dévolution progressive des fonctions économiques à l'Etat alors que pendant les premières années de la révolution, c'est au contraire les organismes locaux qui prenaient en main la direction économique. Nous sommes ici amenés à élucider une question d'un ordre capital, car l'expérience des premières années de la révolution russe pourrait conduire à affirmer que la voie normale de la vie d'un Etat prolétarien consiste dans la décentralisation des organismes économiques aussi bien que politiques et que loin de préconiser la voie de Lénine pour la cen-

tralisation des fonctions économiques et politiques, il faudra, par contre, s'acheminer vers la voie opposée qui conduit à fragmenter ces activités dans la mesure même où cela permet le contrôle et la direction de la part des masses ouvrières. La Commission étatique régissant une branche économique devrait donc faire place à l'assemblée des Comités d'usines composée des délégués de ces formations élémentaires où pourrait s'affirmer pleinement l'initiative ouvrière: au surplus, l'usine formant une cellule économique, leurs délégués pourraient le mieux parvenir à une gestion industrielle vraiment prolétarienne. A ce sujet, « L'Etat et la Révolution », de Lénine, contient une réfutation complète de toutes les thèses des révisionnistes qui voulaient faire découler, surtout de la « Guerre Civile en France », de Marx, l'idée de la décentralisation économique. Mais ce qu'il faut retenir des débuts de la révolution russe, c'est l'intervention ample de la classe ouvrière et non la **forme** que cette intervention dut prendre.

Bernstein s'était appuyé sur les mots « destruction du pouvoir central » pour apparenter la lutte de Marx contre le pouvoir bourgeois avec les idées fédéralistes de Proudhon. Et Lénine, qui fera remarquer qu'Engels veut indiquer par le mot Commune, non point l'autonomie communale, mais le « système des communes », écrit: « Marx, lui, est centraliste, et dans tous les passages cités par lui, on ne trouverait pas la moindre infidélité au centralisme. Il n'y a que les gens imbus d'une « foi superstitieuse » en l'Etat qui peuvent prendre la destruction de la machine bourgeois de l'Etat pour la destruction du centralisme ». D'ailleurs, toute l'œuvre de Marx est là pour nous prouver que la croissante centralisation qui s'opère sous le règne du capitalisme lui-même constitue, en définitive, un argument gigantesque en faveur de la nouvelle organisation communiste et contre le pouvoir de la bourgeoisie devenue — à cause de cette concentration massive de la production — un frein à l'évolution économique ne s'accommodant plus du mode de production basé sur la propriété privée. Le morcellement de la production, pour restituer aux molécules des usines ou du lopin de terre la « liberté de gestion », représenterait un

formidable retour en arrière qui ne correspond nullement avec le programme historique du prolétariat. D'autre part, la diversité même des besoins économiques des différentes parties composant un Etat prolétarien, fait que le Comité d'usine local se trouve dans l'impossibilité de saisir la vision de l'ensemble du territoire dont les nécessités se heurtent très souvent avec les nécessités particulières et contingentes d'une localité donnée. La centralisation permet de régler l'ensemble de la production suivant des considérations à la fois économiques et politiques et, à cette fin, le seul organisme pouvant permettre au prolétariat ou aux groupes de celui-ci de dépasser la vision de la contingence, c'est seulement le parti de classe. Le problème de la nécessité du contrôle continu de la classe ouvrière et de la croissante adaptation des ouvriers dans la gestion de l'industrie et de l'économie, ce problème qui est, en définitive, la clef de la révolution, ne peut être résolu qu'au travers du parti et nullement au travers d'institutions, qui, loin de pousser les ouvriers de l'avant (les comités d'usines) menacent de les faire retourner vers des conceptions localistes s'opposant, d'ailleurs, à toutes les nécessités du développement de la technique de production. L'ouvrier « communiste » est celui qui parvient à situer le problème local dans l'ensemble de la production et non inversement.

La participation effective des ouvriers à la gestion collective, n'est nullement empêchée par la centralisation, mais par le **type bourgeois** de cette centralisation. Ainsi que Lénine le faisait remarquer: « Bernstein, comme tout philistin, se figure le centralisme comme quelque chose qui, venant d'en haut, ne peut être imposé et maintenu que par le fonctionnarisme et le militarisme ». Ce centralisme bourgeois (qui a d'ailleurs pu s'implanter en Russie aussi) ne peut être repris à son compte par le prolétariat qui doit y répondre non par un retour vers les formes de la décentralisation économique balayée pour toujours par le développement technique, ni par des mesures formelles, comme ce serait le cas d'objurgations programmatiques et statutaires contre le bureaucratisme. Ce dernier — produit surtout de l'hétérogénéité de la structure sociale héritée du capitalisme, ne peut être contrecarré et, en définitive, battu